

Chaque mois, le département Questions sociales du Centre d'analyse stratégique propose une sélection d'informations, d'innovations et d'expérimentations venues d'ailleurs. Elle ne prétend nullement couvrir de manière exhaustive l'actualité sociale internationale, ni contribuer à leur transposition dans le contexte hexagonal. Elle est constituée de choix délibérément subjectifs effectués par les chargés de mission du département dans le cadre de leurs recherches et de leurs rencontres. Que ces informations suscitent l'adhésion, la prudence ou le rejet, leur vocation est de contribuer à animer le débat sur l'avenir des modèles sociaux.

Vous pouvez naturellement alimenter ce recueil en transmettant toute information que vous jugerez utile au contact suivant : sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr

Février 2011

► La curiosité du mois



L'essor du tourisme médical. Pune (200 km de Bombay, deuxième ville de l'État du Maharashtra) devient l'une des destinations les plus prisées pour le tourisme médical. La plupart des patients viennent du Royaume-Uni, du Kenya, du Nigeria et d'Irak pour des traitements liés aux reins, au cœur, à la chirurgie esthétique. Dans les hôpitaux concernés, le coût des soins est abordable (près de 30 % moins cher que dans leur pays), les hôpitaux étant pourtant équipés selon les standards internationaux. Des traducteurs sont présents et des séjours touristiques sont souvent proposés aux proches des patients. Parmi la clientèle ciblée : les hommes d'affaires susceptibles de combiner déplacements professionnels et tourisme médical.

Times of India, 22 novembre 2010

<http://www.punesite.com/>

http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2010-11-22/pune/28248496_1_medical-tourism-number-of-medical-tourists-patients-from-foreign-countries

► La couverture des risques sociaux

Famille



Babyboom ou fantôme statistique ? Telle est la question qui est posée depuis plusieurs mois Outre-Rhin. Les premières données statistiques sur les naissances de l'année 2010 laisseraient en effet entrevoir une hausse relative par rapport à l'année précédente (sur les 9 premiers mois de 2010, on aurait 20 000 naissances de plus qu'en 2009 sur la même période). Toutefois, les commentaires restent prudents. Les explications des scientifiques divergent : « rattrapage » pour les générations de femmes qui ont repoussé le moment d'être mères, polarisation des structures familiales (couple sans enfant ou couple avec 2, voire 3 enfants), etc. Les plus sages préfèrent attendre la publication des chiffres définitifs dans quelques mois.

<http://www.zeit.de/gesellschaft/familie/2011-01/geburten-daten?page=2>



Les **divorces** en Suisse **ont augmenté de 11 %** en 2010 : **l'indice de divortialité** dépasse ainsi les **50 %** (après 14 ans de mariage en moyenne). Notons que ces chiffres ne découragent pas certains puisque le nombre de mariages connaît également une augmentation, toutefois moindre (2,2 %). Les « **partenariats enregistrés** », accessibles uniquement aux couples homosexuels, n'ont cessé de voir leur nombre diminuer depuis leur instauration, de 2000 en 2007 à 700 en 2010 (unissant pour plus de 70 % des cas deux hommes).

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/01/01/new.html?gnplD=2011-584>

Santé



Une étude démontre que 87 % des patients suisses **croient en l'effet placebo** et sont disposés à se voir **prescrire des placebos** à condition d'être prévenus par leur médecin (requête difficilement accessible sous peine de diminuer ledit effet). En 2009, plus de 7 médecins sur 10 déclaraient prescrire occasionnellement des placebos à leurs patients. Parmi ces derniers 17 % affirmaient utiliser de purs placebos (type pilules sucrées) et 57 % des placebos dits « impurs », c'est-à-dire des substances actives mais sans lien avec la pathologie.

<http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Les-patients-sont-ouverts-aux-placebos-18299208>

Dépendance



Une étude publiée en janvier par l'Institut de recherche en politiques publiques a été reprise par certains médias. Les auteurs ont comparé la qualité des services offerts dans les établissements privés et publics destinés à l'hébergement des personnes âgées. Ils concluent que les **établissements privés à but lucratif sont plus susceptibles de fournir des soins de moindre qualité** que les établissements publics ou privés conventionnés. Cette étude

intervient dans un contexte où le gouvernement se tourne massivement vers le financement de « lits » privés à but lucratif.

<http://www.irpp.org/fr/summary.php?id=359>



Aux États-Unis, environ 15 000 infirmières, souvent bénévoles, fournissent aux personnes âgées et dépendantes des services gratuits : le « faith community nurse movement » est disponible pour tous pour, par exemple, fournir une aide à la conduite automobile ou à la gestion des formalités administratives. Le service, très structuré localement, fonctionne à court terme et se prolonge par un suivi espacé mais régulier. Cette solidarité locale, issue des communautés religieuses, est parfois financée par ces dernières.

<http://newoldage.blogs.nytimes.com/2011/02/04/nurses-without-borders/?scp=8&sq=long-term%20care&st=cse>

Logement



Actuellement, des discussions ont lieu à Berlin à la suite de nombreuses plaintes de propriétaires, à propos d'une loi (*Strassenausbaubeitragsgesetz*) qui stipule que les propriétaires sont mis à contribution lorsque sont entrepris des travaux de rénovation ou de réaménagement de la route. La contribution, calculée en fonction de plusieurs critères dont celui de la surface de la propriété, peut aller jusqu'à 143 000 euros.

<http://www.tagesspiegel.de/berlin/garten-wird-zur-strasse-anwohner-muessen-dafuer-zahlen/3806352.html>

Éducation



Éducation : les leçons finlandaises. À lire un article très intéressant paru dans *The New Republic* sur l'expérience finlandaise en matière d'éducation, avec un point de vue (admiratif) américain. La Finlande, depuis la publication des excellents résultats des petits Finlandais aux tests PISA, est souvent citée en exemple. Dans cet article, on en apprend un peu plus sur les caractéristiques de son modèle éducatif : **un large éventail de matières enseignées à l'opposé de l'idée de socle commun, pas de tests nationaux avant la dernière année de lycée, pas de redoublement, pas de classe de niveau avant le lycée, des récréations longues** (comparativement aux USA en tout cas), **des standards de certification élevés pour des enseignants par ailleurs bien payés** (ils gagnent 102 % du salaire moyen de leurs compatriotes dotés d'un diplôme du supérieur, contre 65 % aux USA), **des conditions de travail attractives, des classes de taille réduite** (en sciences, elles ne dépassent pas 16 élèves pour que les leçons aient lieu systématiquement en laboratoire), un management qui provient du monde éducatif lui-même. De la première année du primaire jusqu'à la fin du collège, **les élèves ont entre 4 et 11 cours par semaine d'art, de musique, de cuisine, de menuiserie, de chaudronnerie ou de textile.** Une façon détournée d'apprendre les mathématiques et la science, de développer sa capacité à coopérer et de cultiver un respect des métiers manuels. Certains prétendent que les résultats de la Finlande s'expliquent non par son modèle éducatif mais par la taille du pays et son homogénéité culturelle. Ce n'est pas l'avis de l'auteur de l'article, qui cite

l'exemple du voisin norvégien, aussi petit et presque aussi homogène que la Finlande, mais dont les résultats, moyens, et le modèle éducatif sont assez proches de ceux des États-Unis.
<http://www.npr.org/2011/01/28/133301331/the-new-republic-the-u-s-could-learn-from-finland>



Éducation : les leçons... suédoises. Dans une tribune, Odd Eiken, ancien ministre suédois de l'éducation et actuel vice-président de Kunskapsskolan Education, la plus grosse chaîne d'écoles privées en Suède, rappelle que c'est par une loi de 1993 qu'a été mis en place en Suède le **système de libre choix et de chèques éducation**. Le principe ? **Chaque élève qui s'adresse à une école privée apporte à cette école un financement public qui correspond à ce que serait son coût moyen pour une école publique.** En retour les écoles privées n'ont pas le droit de demander de contributions financières supplémentaires aux parents, doivent proposer un service tout compris, suivre le programme national et accepter d'être évaluées. Étant donné que le choix par défaut reste l'école publique, ces écoles indépendantes, pour attirer de nouveaux élèves, voire pour gagner de l'argent (elles peuvent être à but lucratif et d'ailleurs, la majorité le sont), doivent faire preuve d'innovation. **Dans les faits, le pourcentage d'élèves scolarisés dans ces écoles est passé de 1 % à une fourchette située entre 10 % et 15 % selon le niveau de la scolarité auquel on se situe.** Un résultat intéressant : **toutes les écoles, publiques comme privées, obtiennent de meilleurs résultats là où les alternatives sont les plus nombreuses.** M. Eiken explique qu'on lui fait souvent la remarque, aux États-Unis, qu'un tel système dans un pays « socialiste » comme la Suède constitue une incongruité. Au contraire, selon lui, c'est parce que la Suède est un pays « socialiste » qu'il n'y est pas acceptable que la possibilité de choisir la meilleure école pour son enfant soit réservée à ceux qui en ont les moyens financiers.

<http://dailycaller.com/2011/01/23/swedens-school-voucher-system-is-a-model-for-america/>



L'enseignement supérieur se développe en Inde

Selon un récent rapport, *Indian Education Services. A Hot Opportunity*, le secteur de l'enseignement supérieur progresse à un rythme rapide bien qu'il reste encore un énorme potentiel de développement en Inde. Ces dernières années, le nombre d'universités a augmenté de façon significative. Le rapport montre que le nombre d'ingénieurs devrait augmenter de 24 % entre 2011 et 2013, et le nombre de médecins de 7,6 %. Des facteurs catalysent le développement de l'enseignement supérieur en Inde : la disponibilité des prêts étudiants, la demande croissante en personnel qualifié, le développement de l'apprentissage en ligne et l'implantation en Inde de filières de grandes écoles, telles que l'INSEAD. Ainsi, cette école de commerce de haut rang, déjà implantée en France et à Singapour, doit ouvrir un MBA destiné aux hommes d'affaire indiens en août 2011.

<http://www.articlesofinfo.com/article.php/10-02-2011India-Higher-Education-to-Flourish-on-Professional-Courses.htm>



Échec scolaire : une étude du réseau européen Eurydice fournit de nouveaux éléments sur l'échec et l'abandon scolaires, thèmes qui tiennent la Commission européenne à cœur, et cela dans les 27 États membres mais aussi au Liechtenstein, en Norvège, en Islande, et en Turquie. Cette analyse met en lumière les différents paradigmes qui sous-tendent les décisions de redoublement : critères de maturité, notion de progrès scolaire, hégémonie de l'avis des enseignants. Pour les auteurs, il existe même une « culture du redoublement » très prégnante dans 6 États membres dont la France.

http://eacea.ec.europa.eu/education/eurydice/documents/thematic_reports/126FR.pdf

► La promotion du lien social et du « vivre ensemble »

Diversité



Il y aurait de moins en moins de Blancs dans la jeunesse américaine : selon la Brookings Institution, ils représentent moins de la moitié de la génération des enfants âgés de 3 ans aux États-Unis. Les Blancs sont désormais minoritaires dans les écoles maternelles dans 8 États, et la tendance à la baisse continue. Les zones urbaines ne sont plus les seules concernées.

http://www.brookings.edu/opinions/2011/0207_population_frey.aspx



L'université de Neuchâtel mène un projet pilote qui donne aux **immigrés la possibilité de participer aux votes fédéraux** de manière **consultative** grâce au site www.baloti.ch. Avant chaque vote, le site dispense des informations sur les enjeux de celui-ci dans les onze langues les plus parlées en Suisse puis le suffrage s'effectue dans les conditions réelles. Les chercheurs souhaitent notamment déterminer si le fait d'accorder le droit de vote aux étrangers modifierait les rapports électoraux. Lors des premiers scrutins, ces électeurs virtuels ont **marqué leur différence** en rejetant l'initiative populaire pour le renvoi des étrangers criminels et en acceptant celle relative à la protection face à la violence des armes (nombre de votants toutefois non significatif).

<http://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Les-etrangers-peuvent-voter-virtuellement-10349863>

Une initiative visant à **interdire « la mendicité par métier »** à Lausanne est portée par les libéraux radicaux et soutenue par l'UDR. Cette initiative **cible les bandes organisées** (les Roms étant les principaux visés), qui « nuiraient au commerce et au tourisme » en renforçant le sentiment d'insécurité. Les cantons de Genève, Neuchâtel et Fribourg, la région de la Riviera et des villes comme Zurich appliquent déjà une telle interdiction.

<http://www.20min.ch/ro/news/val-de-aoste/story/La-droite-qu-te-des-voix-contre-les-mendiants-17519889>

Égalité réelle des genres



L'Islande est le pays champion de l'égalité hommes-femmes pour la seconde année consécutive selon le classement *Global Gender Gap Ratings* du *World Economic Forum*. En Islande, la moitié des parlementaires sont des femmes. De même **40 % des élus municipaux sont des élues municipales**. Tout cela méritait bien un portrait approfondi, publié dans *The Nation*. En Islande, depuis 2009, **l'achat de services sexuels est considéré comme un crime** (mais les prostituées ne sont pas poursuivies). Les clubs de *strip-tease* et de *lap dance* sont également interdits. Enfin, **depuis une loi de mars 2010, dans les entreprises moyennes et grandes, les femmes doivent représenter 40 % des membres des conseils d'administration**.

<http://www.thenation.com/article/158279/most-feminist-place-world>

Les célibataires islandais consacrent plus de temps aux tâches ménagères (12 heures par semaines) que les célibataires islandaises (9 heures par semaine). Comme on pouvait s'y attendre, ce n'est plus le cas lorsque les couples se forment. Néanmoins, cela reste un résultat étonnant. Explication avancée par l'auteur de l'étude : dans ce domaine, les hommes sont peut-être tout simplement moins productifs que les femmes et font peut-être autant, voire moins, en plus de temps. Ce n'est pas très gentil pour les hommes. À moins que ce ne le soit pas pour les femmes : cette remarque légitime en effet une division sexuelle traditionnelle du travail au sein des couples.

<http://www.icenews.is/index.php/2011/02/07/do-icelandic-men-do-more-around-the-house-than-women/#ixzz1Da8gHouJ>



8 février 2011 : Angela Merkel a parlé de « scandale » pour déplorer la présence très rare des femmes dans les équipes dirigeantes d'entreprises ou d'organisations professionnelles et pour souligner l'absence de réelles améliorations sur ce sujet depuis une dizaine d'années. Alors qu'elle vient de rejeter l'idée d'instaurer des quotas – projet porté par sa ministre du travail –, elle a invité les acteurs privés à être créatifs sur ce point, sous peine de voir le gouvernement prendre des mesures contraignantes. Elle a plaidé pour la mise en place d'horaires de travail plus compatibles avec la vie familiale. Sa ministre entend lutter contre le « culte de la présence » au bureau – selon lequel le meilleur serait celui qui ferait le plus d'heures de présence – les salariés ayant moins de temps de présence pouvant être plus efficaces. Par ailleurs, les possibilités de temps partiel au niveau des postes à responsabilité pourraient être plus nombreuses qu'on ne le pense habituellement.

<http://www.spiegel.de/wirtschaft/soziales/0,1518,744258,00.html>

Sports



Why Is India Bad at Sport? En dehors du cricket, l'Inde produit peu de sportifs de renommée internationale. Certains commentateurs prétendent que la culture indienne ne serait pas un terreau propice au développement de l'esprit de compétition... D'autres lient plutôt cet échec à la corruption de l'administration indienne et au manque de moyen des fédérations sportives. Avec le soutien récent et l'apport de financements de sponsors tels que Go Sport, il semblerait que la donne soit en train de changer. Lors des derniers événements sportifs internationaux, l'Inde a en effet réalisé ses meilleures performances, remportant 64 médailles aux Jeux asiatiques et 101 médailles aux Jeux du Commonwealth, derrière l'Australie et l'Angleterre. Certains sportifs commencent d'ailleurs à se faire connaître, et pourraient se qualifier aux Jeux olympiques. Les attentes portent tout particulièrement sur le nageur Sejwal, le boxeur Bijender Singh ou encore le tireur Abhinav Bindra.

The Diplomat, 21 janvier 2011

► Divers sujets d'intérêts

Finance solidaire



La **Banque alternative suisse** a célébré son 25 000^e client, preuve de **sa croissance**, notamment sous l'effet de la crise financière. Cette banque, sur le modèle de consœurs allemande et néerlandaise, repose sur le principe de la **finance solidaire** : les dépôts de ses utilisateurs permettent de financer 60 à 100 nouveaux projets par an, les deux tiers dans le logement social et écologique.

<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/finance-marches/actu/0201167618939-un-mouvement-en-plein-essor-en-europe.htm>

Droit des enfants



3 février 2011 : proposition par la Commission européenne d'un programme de 11 actions concrètes renforçant les droits et la protection des enfants dans l'UE, principalement dans le cadre du système judiciaire. Il s'agit également de protéger et responsabiliser les enfants utilisateurs des nouvelles technologies, de lutter contre le cyberharcèlement et la manipulation psychologique. Cette action s'inscrit dans les efforts plus larges de la Commission européenne pour mettre en œuvre la Charte des droits fondamentaux telle que désormais entérinée par le traité de Lisbonne.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2003:0653:FIN:FR:PDF>

PAYS	REFERENTS
	Pierre-Yves Cusset
	
	Virginie Gimbert
	Marie-Pierre Hamel
	Noémie Houard
	Guillaume Malochet
	Marie-Cécile Naves
	Sarah Sauneron
	Marie-Cécile Milliat

Travaux coordonnés par **Sylvain Lemoine**
sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr